

Une association israélienne pour les droits humains qualifie la politique de Netanyahou de « vengeance criminelle »

Partage international n° [423](#) - Novembre 2023

par Jake Johnson

Le 10 octobre 2023, le groupe israélien de défense des droits de l'homme B'Tselem a fustigé le premier ministre B. Netanyahou et d'autres hauts responsables israéliens pour avoir mis en œuvre une « *politique criminelle de vengeance* » à la suite de l'attaque meurtrière du Hamas, qui aggrave une situation humanitaire désastreuse en intensifiant le blocus illégal de Gaza et en bombardant des zones civiles de l'enclave occupée.

Le groupe a déclaré dans un communiqué que l'avertissement lancé par B. Netanyahou aux Gazaouis, les appelant à « *évacuer les lieux immédiatement* » avant les bombardements massifs, était une « *mascarade* », étant donné que la bande de Gaza est « *fermée de tous les côtés et que les habitants n'ont aucun moyen d'en sortir. Il n'y a pas d'abris et aucun moyen de se protéger des frappes aériennes. [...] On a préféré faire un maximum de dégâts plutôt que des frappes chirurgicales. Plus de 180 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du territoire. Des routes et des bâtiments publics, dont des écoles et des infrastructures médicales, ont été endommagées par les frappes aériennes. Les hôpitaux ne fonctionnent que partiellement - certains ont été endommagés par les bombardements, et tous manquent cruellement d'équipement médical et de carburant pour les groupes électrogènes.* »

Cette déclaration du groupe B'Tselem intervient le lendemain de la dénonciation par cette organisation du massacre de civils israéliens par le Hamas, qualifié de « *crime choquant dont les dimensions horribles deviennent peu à peu évidentes* ».

Mardi 10 octobre, ce groupe a déclaré que « *même face à l'horreur et à la terreur, il est toujours interdit de porter intentionnellement atteinte aux civils, à*

leurs biens et aux infrastructures civiles ». Cette nouvelle déclaration décrit la vague massive de frappes aériennes israéliennes et le blocus total de la bande de Gaza - où vivent 2,3 millions de personnes, dont environ la moitié sont des enfants - comme des « *crimes de guerre ouvertement ordonnés par de hauts responsables israéliens* ».

Plus de 800 personnes, dont plus de 140 enfants, ont été tuées et plus de 4 200 ont été blessées à Gaza depuis qu'Israël a commencé ses bombardements samedi 7 octobre, le jour où les hommes armés du Hamas ont pénétré en Israël et tué des centaines de personnes. En réponse, B. Netanyahou s'est engagé à transformer les lieux où le Hamas « *se cache et opère* » en « *villes de ruines* ». En plus des bombardements aériens sur Gaza, Israël se prépare à une « *campagne terrestre d'un mois à Gaza* », a rapporté le *Times of Israël*, le 10 octobre. Une invasion majeure accroîtra le nombre de morts, déjà très élevé.

Le groupe B'Tselem a déclaré qu'« *un crime n'en justifie pas un autre, pas plus qu'une forme d'injustice n'en justifie une autre. Les actes de vengeance sont interdits par les principes moraux fondamentaux et par les dispositions du droit international qu'Israël est tenu de respecter*, a ajouté le groupe. *Contrairement à ce que les ministres israéliens laissent entendre, cette politique n'est pas nouvelle, mais est mise en œuvre à Gaza depuis de nombreuses années. La mort, la destruction, la douleur et l'horreur qu'elle a engendrées n'ont mené à rien d'autre qu'à davantage d'horreur. Il est temps d'exiger une autre réalité, un nouvel avenir pour tous ceux qui vivent ici.* »

Israël, Palestine

Date des faits : 10 octobre 2023 **Auteur** : Jake Johnson, journaliste à Common Dreams.

Sources : Commondreams.org

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Divers